

Le « pacte de compétitivité » proposé par Berlin contesté par plusieurs pays de l'UE

Un prochain sommet de la zone euro, en mars, doit détailler les réformes demandées aux Etats

Bruxelles
Envoyés spéciaux

La chancelière Angela Merkel a longtemps voulu, comme les Allemands, une zone euro où chacun gérerait seul ses finances publiques. La crise de la dette souveraine, le naufrage de la Grèce et de l'Irlande l'ont convaincue que le statu quo en vigueur depuis le traité de Maastricht de 1991 n'était plus tenable. M^{me} Merkel a repris à son compte les thèses longtemps défendues par Nicolas Sarkozy et présenté, vendredi 4 février, des propositions pour de nouvelles règles du jeu au sein de la zone euro : un véritable gouvernement économique destiné à renforcer la compétitivité du continent.

L'initiative franco-allemande a suscité une fronde sans précédent, même si tout le monde s'accorde sur la nécessité de nouvelles réformes structurelles. Pour Berlin, il s'agit de tirer les leçons de la crise de la zone euro et de mettre fin à la divergence des économies européennes constatée depuis dix ans. Concession majeure, les Français ont abandonné leur *policy mix* qui consistait, depuis l'arrivée du socialiste Dominique Strauss-Kahn à Bercy en 1997, en un soutien de la croissance par la consommation intérieure. Désormais, on ne parle plus que de « compétitivité » et de « convergence ».

Face à l'axe Berlin-Paris, chacun s'arc-boute sur ses tabous. Soucieuse de maîtriser l'inflation, M^{me} Merkel exige la désindexation des salaires sur l'inflation là où c'est encore la règle. La Belgique, comme le Portugal ou le Luxembourg,

s'y refuse. M. Sarkozy s'est empressé de préciser que le smic français n'était pas concerné. « Les Etats membres doivent avoir l'espace de mener leurs propres politiques », a répété Yves Leterme, le premier ministre belge. Fort des performances de son pays (dette, chômage et déficits faibles), le premier ministre luxembourgeois, Jean-

L'Allemagne est en position de force ; M^{me} Merkel veut pousser son avantage

Claude Juncker, a estimé que la désindexation ne lui semblait « pas un thème prioritaire ». En revanche, a-t-il asséné, il n'est « pas normal » que l'on travaille 35 heures dans certains Etats et 43 heures dans d'autres, en pointant indirectement la France.

Second tabou : la hausse de l'impôt sur les sociétés en Irlande, où le niveau très bas de cette taxe a permis à ce pays d'attirer les investissements étrangers au détriment de ses partenaires. La faible imposition des entreprises « est très importante pour notre redressement », a proclamé Brian Cowen, le premier ministre irlandais, après une passe d'armes, au déjeuner, avec le président français.

S'y ajoute une querelle institutionnelle. La complicité affichée par M^{me} Merkel et M. Sarkozy fait craindre le retour d'un diktat franco-allemand. José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, veut privilégier une approche « communautaire » plu-

tôt que la coordination « intergouvernementale » prônée par Paris et Berlin. Enfin, les Etats non-membres de l'euro ne veulent pas être laissés de côté. Donald Tusk, le premier ministre polonais, veut associer les candidats à l'euro aux réformes qui les concerneraient. Le Britannique David Cameron s'inquiète pour la cohésion du marché unique si la zone euro facilitait en son sein la mobilité des travailleurs sans se soucier de l'Europe entière.

Après cinq heures de débats, M^{me} Merkel et M. Sarkozy ont dû en rabattre. La chancelière a souligné que les pistes mentionnées n'étaient « que des exemples ». « Il ne s'agissait pas aujourd'hui de prendre des décisions de détail mais d'afficher une volonté », a dit le président français, avant d'ajouter : « Convergence ne veut pas dire identité absolue. » « J'ai eu l'occasion, un de mes collaborateurs, de dire qu'on n'était pas d'accord avec tou-

tes les idées émises » à Berlin, a osé le chef de l'Etat. L'axe franco-allemand espérait un nouveau sommet de la zone euro, début mars : le principe est acté, probablement entre le 9 et le 15 mars, mais aucune date n'est fixée. Les « détails » sont censés faire l'objet de consultations. « La mécanique est lancée », veut-on croire dans l'entourage du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

L'Allemagne, et la France dans une moindre mesure, est en position de force après avoir financé la solidarité au sein de la zone euro. Avant de mettre la main au portefeuille pour renforcer le dispositif de sauvetage des pays en difficulté, M^{me} Merkel veut pousser son avantage. Pour elle, « il faut agir, pas seulement parler », quitte à se mettre d'accord sur un petit nombre d'objectifs concrets. ■

Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard

Religion

Dialogue avec les non-croyants : le Vatican lance le Parvis des gentils

CITÉ DU VATICAN. Le conseil pontifical pour la culture va lancer, les 24 et 25 mars, à Paris, le Parvis des gentils, un « nouvel espace de dialogue entre croyants et non-croyants », a déclaré, vendredi 4 février, à l'AFP, son président, le cardinal Gianfranco Ravasi. Le lancement de cette structure permanente s'achèvera par une « fête » sur le parvis de Notre-Dame, le pape Benoît XVI interviendra par vidéo, a précisé le dicastère. Trois colloques sur le thème « Lumières, religions, raison commune » marqueront le lancement. L'ex-premier ministre britannique Tony Blair, converti au catholicisme, et l'ex-président du conseil italien Giuliano Amato sont attendus. La ministre française de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse, et celui de la culture, Frédéric Mitterrand, sont invités. - (AFP) ■

Grande-Bretagne

M. Cameron constate l'échec du multiculturalisme dans son pays

LONDRES. Le premier ministre britannique, David Cameron, estime que le multiculturalisme a échoué en Grande-Bretagne. Dans une déclaration prévue samedi 5 février lors d'une conférence sur la sécurité à Munich, il souhaite que la Grande-Bretagne et les nations européennes « se rendent compte de ce qui se passe » en Europe et s'attaquent au terrorisme par des opérations militaires à l'étranger. « Il est temps de tourner la page des politiques du passé qui ont échoué », affirme M. Cameron, selon des extraits de son discours publiés par ses services. En premier lieu, plutôt que d'ignorer l'idéologie extrémiste, nous, en tant que gouvernements et sociétés, devons l'affronter sous toutes ses formes. « En suivant la doctrine d'un multiculturalisme public, nous avons encouragé des cultures différentes à mener des existences séparées de celles de la majorité », déclare encore M. Cameron. Pour lui, il est temps que la Grande-Bretagne remplace sa « tolérance passive » par un « libéralisme musclé » pour délivrer le message que vivre dans ce pays exige le respect de certaines valeurs. - (AFP) ■

Allemagne : des théologiens contre le célibat des prêtres

144 professeurs plaident pour une réforme de l'Eglise et la fin du « rigorisme moral »

L'offensive est venue de la droite catholique allemande et de plusieurs dizaines de théologiens germanophones. Récurrente en Allemagne, la remise en question du célibat des prêtres pourrait cette fois interférer avec le troisième voyage que Benoît XVI doit entreprendre dans son pays natal mois de septembre.

Evoquant la « profonde crise » traversée par l'Eglise catholique d'Allemagne ces dernières années, quelque 144 professeurs allemands, autrichiens et suisses enseignant dans des universités catholiques germanophones ont publié dans le quotidien *Süddeutsche Zeitung*, vendredi 4 février, une lettre ouverte intitulée « Eglise 2011 : un renouveau indispensable ». Ils y plaident pour une profonde réforme de l'Eglise, qui passe, selon eux, par la fin du célibat obligatoire pour les prêtres, l'ordination des femmes, la participation des laïcs au choix des évêques et pour la fin du « rigorisme moral » qu'ils estiment à l'œuvre dans l'Eglise aujourd'hui.

« Détresse pastorale »

Les scandales de pédophilie révélés dans le clergé et les institutions religieuses du pays au cours de l'année 2010 sont largement évoqués dans le texte et expliquent en grande partie leur appel au renouveau. L'Eglise doit regagner en « crédibilité », assurent-ils, soulignant que, en 2010, « un nombre jusque-là inégal de catholiques a quitté l'Eglise ».

Choqués par l'ampleur des abus sexuels commis par des prêtres et des religieux au cours des dernières décennies, plusieurs dizaines de milliers de catholiques ont décidé de ne plus payer l'impôt religieux traditionnellement acquitté

en Allemagne. Mais, à l'appui de leur proposition d'ordonner des hommes mariés et des femmes, les universitaires mettent aussi en avant le manque chronique de prêtres dans les paroisses allemandes.

Cette même analyse a amené un groupe de personnalités chrétiennes-démocrates, dont plusieurs hauts responsables de la CDU, à demander, le 21 janvier, aux évêques allemands de plaider « à Rome » pour l'ordination de *virii probati*, c'est-à-dire « d'hommes mariés ayant fait leurs preuves ». Les signataires, parmi lesquels le président du Bundestag, Norbert Lammer, et la ministre fédérale de l'éducation, Annette Schavan, évoquent « la situation de détresse pastorale » de l'Eglise et « les paroisses où la messe dominicale n'est plus possible ».

En dépit de positions ouvertes prises ces dernières années sur cette question par certains évêques, notamment en Autriche et en Allemagne, le pape Benoît XVI affirme régulièrement son attachement au célibat des prêtres. Début 2010, alors que des voix s'élevaient pour établir un lien entre pédophilie et célibat, il avait réaffirmé le caractère « sacré » du célibat, signe « de la consécration tout entière au Seigneur ». En juin, devant 15 000 prêtres réunis à Rome, il avait déclaré : « Le célibat est le meilleur antidote contre d'autres scandales causés par nos insuffisances de mortels. »

La *Süddeutsche Zeitung* a rappelé, le 28 janvier, qu'en 1970 le futur Benoît XVI faisait partie d'un groupe de théologiens allemands qui, face à la baisse des vocations, s'interrogeaient sur l'obligation du célibat pour les prêtres. ■

Stéphanie Le Bars



STOP À LA RÉPRESSION

Nous sommes aux côtés du peuple égyptien qui réclame la fin de la répression, la liberté, le respect des droits fondamentaux et une réforme immédiate. Nous appelons Nicolas Sarkozy à exprimer sa solidarité envers le peuple égyptien.

600 000 citoyens du monde entier font parvenir ce message à leurs dirigeants ; rejoignez-nous dès maintenant : www.avaaz.org. Agissez également sur : www.amnesty.fr



Amnesty International • Avaaz • Confédération Syndicale Internationale • Waging Peace • Ligue des Droits de l'Homme • ACAT-France • Cairo Institute for Human Rights Studies • Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme • International Center for Transitional Justice • Medact • IKV Pax Christi • British Humanist Association • Open Society Foundations • Welthungerhilfe • Medico International • Gesellschaft für Bedrohte Völker • Centre for European Security Studies • Bonn International Center for Conversion • Human Rights Watch • War on Want

« Avec Strauss-Kahn au second tour, on va au désastre »

Candidat potentiel du Front de gauche en 2012, Jean-Luc Mélenchon revendique « la provocation pour forcer le débat »

Entretien

Candidat potentiel pour le Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon entend bien élargir son audience en s'adressant à l'extrême gauche, aux socialistes déçus et aux abstentionnistes. Ne renonçant ni à sa « révolution citoyenne », dont il voit l'illustration en Tunisie et en Egypte, ni à ses provocations pour « forcer le débat », le député européen fait feu de tout bois. Il tape sur Dominique Strauss-Kahn, fustige la mollesse du PS, interpelle Olivier Besancenot pour qu'il se joigne à lui ou fait de l'œil aux communistes pour mieux les convaincre.

« Le FN est le diable du confort, le chien de garde du système au nom duquel le PS récuse toute compétition à gauche »

Sachant que la direction communiste le fera encore attendre avant de prendre sa décision, en juin, le député européen n'a de cesse de répéter que sa présence en 2012 n'effacera pas le PCF et qu'il associera tous ses partenaires à sa campagne. Il le fera encore dimanche 6 février au congrès de la Gauche unitaire, la troisième composante du Front de gauche.

En attendant sa désignation probable comme candidat du Front de gauche, il esquisse son programme comme le « salaire maximum » pour plafonner les revenus des grands patrons ou sa volonté de renforcer la laïcité en amendant la loi de 1905. Il entend exister au maximum avant la primaire socialiste. **Un candidat pour le PS, les écologistes, probablement le NPA... il y a pléthore de candidatures à gauche pour 2012. En quoi voulez-vous faire la différence ?**

Je vais porter la radicalité concrète avec cinq mesures emblématiques : la refondation républicaine du pays avec la constituante pour une VI^e République, le partage des richesses avec, notamment, le salaire maximum, la planification écologique, la sortie du traité de Lisbonne et la construction d'une autre paix en toute indépendance des Etats-Unis. Voilà l'essentiel de la révolution citoyenne que j'appelle de mes vœux. Pour construire cet espace sémantique, il faut du temps, des campagnes et, disons-le franchement, une certaine dose de provocation qui force le débat. **C'est la raison du titre controversé de votre livre, « Qu'ils s'en aillent tous ! » (Flammarion, 2010) ?**



VALERIO VINCENZO POUR « LE MONDE »

J'ai traduit littéralement le slogan prototypique des révolutions en Amérique latine, utilisé partout là-bas. Je dois vous faire l'aveu que j'aurai pu le traduire par « Dégage ! », le mot choisi en Tunisie et en Egypte. Je veux trouver un moyen de m'adresser aux gens autrement qu'avec des euphémismes auxquels ils ne comprennent rien. **Comment allez-vous vous y prendre ?**

Nous avons deux tâches à accomplir : la première est de percer le mur de l'idéologie dominante. Notamment avec une critique des médias qui ne doit rien à l'improvisation. Le débat sur le populisme nous a beaucoup apporté, en termes d'adhésions. La seconde tâche est de rassembler le « précaire », qui concerne aussi bien l'ouvrier d'usine payé à la tâche que l'ingénieur en CDD ou l'auto-entrepreneur. La construction de notre discours politique oppose deux catégories : d'un côté, le peuple, de l'autre, l'oligarchie. C'est la matrice de notre modèle de révolution citoyenne.

Mais quelle crédibilité peut avoir quelqu'un qui a été vingt-quatre ans sénateur, ministre, qui appartenait donc à cette oligarchie que vous dénoncez ?

Vous confondez élites et oligarchie ! Je n'ai jamais eu de lien avec les oligarques. Au contraire, j'ai toujours combattu le capitalisme ! Toute ma vie au PS a été un

engagement constant, à toutes les conventions, à tous les congrès depuis 1988 au prix d'une interminable mise en minorité. Je n'ai jamais eu peur de me remettre en question ! Beaucoup de gens de gauche partagent ce parcours. **Vous voulez aussi lancer une bataille sur le terrain de la laïcité...**

Oui. La laïcité subit des mises en cause profondes et sournoises. Le camp laïc a un comportement étrange. Deux exemples : aux Lilas, une église est financée sur fonds municipaux et à Paris quatorze crèches loubavitch sont subventionnées par la mairie. De l'autre côté, le Front national récupère la laïcité d'une manière falsificatrice. Marine Le Pen s'en sert pour cibler l'islam. Les Français ne peuvent vivre en paix qu'à la condition que l'Etat soit strictement laïc.

Et que proposez-vous ?

L'abrogation des alinéas du 25 décembre 1942 ajoutés par le maréchal Pétain à la loi de 1905 ! Ainsi on pourra interdire toute subvention à la construction de lieux de culte. Nous proposons aussi l'abrogation de la loi Carle de 2008, qui concerne le financement des élèves fréquentant des écoles élémentaires privées sous contrat d'association hors de leur commune de résidence, et l'extinction du concordat d'Alsace-Moselle. Il y aura bien d'autres propositions.

Comment entendez-vous combattre le Front national, que la gauche a toujours eu du mal à affronter ?

L'extrême droite est le diable de confort, le chien de garde du système au nom duquel le PS récuse toute compétition à gauche ; à droite, ils ont le même argument. J'ai souvent mis mes camarades au pied du mur en leur disant : « Si vous considérez que le FN est dangereux pour la démocratie, il faut l'interdire. » Sinon, il faut le combat-

« Mon but, c'est de faire la démonstration que le vote utile, c'est nous. Pas de devenir le supplétif du PS »

tre comme un parti politique ordinaire, thèmes contre thèmes, forces matérielles et militantes contre forces matérielles et militantes.

Selon les sondages, votre candidature ne séduit pas au-delà de 5% à 6% des Français...

Comme toutes les campagnes, celle-ci a son rythme. J'ai une première étape à franchir : celle des cantonales où je veux que le Front de gauche sorte avec un résultat à deux chiffres. Ça vaudra mieux que tous les sondages ! Si nous

entrons dans la campagne présidentielle avec ce capital, cela change tout. Entre-temps vous aurez le congrès du NPA puis, en avril, le PCF se prononcera. Si tout va bien, sur la base de ma candidature, d'autres forces ou groupes vont élargir le Front de gauche au moment où les écologistes et le PS entreront dans une zone de grande turbulence avec leur primaire respective.

Mais Olivier Besancenot vous a déjà répondu qu'il ne se rallierait pas à votre candidature.

On va voir comment réagit le corps militant du NPA. Je vais leur redire « faisons ensemble ». Les dirigeants du NPA ne se rendent pas compte qu'il y a un épuisement de leurs bases face au raidissement et à l'isolement. L'autre gauche est une petite cohorte, un courant diffus dans la société. C'est cette gauche qui se cherche que je veux structurer en évitant qu'elle s'épuise et ne meure dans la dispersion.

Pensez-vous peser davantage depuis votre sortie du PS que vous ne l'avez fait quand vous étiez à l'intérieur ?

Oui, clairement. Le PS ne comprend que les rapports de force. A présent, il reprend mes mots. Mais lisez leur premier document programmatique. Il est bien moins ambitieux qu'en 2007. Et que pèse-t-il sachant qu'il sera soumis à l'aléatoire du choix du candidat ?

Si c'est Valls ou « DSK » qui gagne l'investiture, vous n'allez pas me dire que c'est la même chose que si c'est Royal ou Aubry ! Alors quel crédit donner à tous ces textes ? Pourquoi ne disent-ils jamais comment ils affronteront le capitalisme financier qui a abattu Georges Papandréou [le premier ministre grec] et ne leur fera aucun cadeau, si modérés soient-ils ?

Pourquoi faites-vous de Dominique Strauss-Kahn votre cible privilégiée au PS ?

Parce qu'il est le Fonds monétaire international (FMI) ! Je mets en garde les socialistes : si au deuxième tour de la présidentielle, c'est Dominique Strauss-Kahn, on va au désastre. Il incarne cette ligne qui a perdu la social-démocratie partout en Europe. Il faut que le PS réalise que l'autre gauche représente entre 12% et 15% dans ce pays. En tout état de cause, si c'est Strauss-Kahn au second tour, quoi que je dise, mes électeurs ne suivront pas.

Martine Aubry semble, elle, vous ménager...

Parce que les attaques contre moi ne sont pas comprises dans l'électorat socialiste. Alors un certain nombre de dirigeants comme elle, Ségolène Royal et même François Hollande, ont réalisé que cela ne menait nulle part de m'insulter comme l'ont fait Jean-Paul Huchon ou Manuel Valls. Je lance un défi aux socialistes : au lieu de me tirer dessus, critiquez mon programme ! **M. Besancenot dit que vous vous entendrez de toute façon avec le PS.**

Parce qu'il en a besoin pour son congrès. Mais je ne veux pas jouer dans le petit bain de l'extrême gauche. Mon but, c'est de me battre pour mes idées, d'être en tête de la gauche, de faire la démonstration que le vote utile, c'est nous. Pas de devenir le supplétif du PS. Les gestulations des socialistes susurrant que, de toute façon, je serai ministre ou que je négocie des postes n'y changeront rien.

Appellerez-vous au désistement pour le candidat du PS ?

Et eux ? Le feraient-ils pour moi ? Le chantage sur le deuxième tour tue le débat. Le PS n'a pas de programme, juste un refrain : le vote utile. Je veux l'obliger à répondre sur nos propositions. Il faut que les socialistes comprennent que l'union n'est pas un combat des chefs mais un rassemblement du peuple sur un programme. S'ils continuent à répéter : « Otez-vous du premier tour sinon vous êtes des suppôts du Front national ! » de toute façon quoi que vous racontiez, on s'en fout, au deuxième tour vous voterez pour nous », ils n'arriveront à rien. A rien. ■

Propos recueillis par Olivier Schmitt et Sylvia Zappi

Le Parti socialiste peine à dégager une doctrine commune sur les questions de laïcité

Les débats sur le port de la burqa comme sur la construction des mosquées ont révélé les profondes divergences de vues des leaders socialistes

Le Parti socialiste tente de reprendre la main sur la question controversée de la laïcité. Même s'il s'en défend, il multiplie les initiatives sur le sujet. « Le PS travaille ces questions depuis toujours, et la laïcité est un marqueur idéologique de gauche », assure le « M. Laïcité » du parti, le député des Hautes-Pyrénées Jean Glavany. « Mais, admet-il, on a aujourd'hui un défi à relever, car la droite et l'extrême droite s'emparent au nom de la défense des valeurs chrétiennes de la France et de la menace musulmane. Il nous revient de refaire de la pédagogie sur le sujet. »

« La laïcité est un sujet qu'il nous faut porter, mais attention de ne pas courir derrière le Front national », juge aussi le député de l'Essonne

Manuel Valls, candidat aux primaires socialistes pour l'élection présidentielle de 2012.

Après les Rencontres de la laïcité organisées à l'Assemblée nationale mi-décembre 2010 pour aider le Parti socialiste « à se mettre au clair » sur ces questions, le groupe PS déposera, « dans les prochaines semaines », une proposition de création d'une mission d'information parlementaire sur « les intégrismes religieux dans les établissements scolaires confessionnels » sous contrat avec l'éducation nationale ou hors contrat.

« Notre combat n'est pas contre les religions, mais contre toutes les intégrismes et le fondamentalisme », précise Jean Glavany, soucieux de ne pas cibler uniquement les (rares) établisse-

ments scolaires musulmans.

A l'initiative de la gauche, un groupe d'étude, présidé par Jean-Pierre Brard (app. communiste), vient par ailleurs d'être mis en place à l'Assemblée nationale. Le PS espère aussi publier, dans les prochains mois, un « guide des bonnes pratiques » pour les élus locaux confrontés sur le terrain aux questions soulevées par le respect du principe de laïcité.

Désaccords sur les moyens

Le PS pourrait s'inspirer de l'ouvrage de l'anthropologue Dounia Bouzar, *Laïcité mode d'emploi, cadre légal et solutions pratiques : 42 études de cas* (Eyrolles, 2010), même si certaines de ses approches semblent trop « multiculturalistes » à M. Glavany.

Les débats sur ce thème au sein du PS sont historiquement marqués par des divergences de fond entre les tenants d'une « laïcité républicaine » stricte et les partisans d'une laïcité plus ouverte, doublées de désaccords sur les moyens à mettre en œuvre. Les discussions sur l'opportunité d'une loi d'interdiction du voile intégral les ont largement illustrés. La construction des lieux de culte musulmans en constitue un autre exemple.

Considérant qu'en matière de lieux de culte une « injustice est faite à l'islam » et que la recherche de « subterfuges fait planer un doute » sur les procédures, M. Valls préconise un changement dans les règles de financement pour la construction des mosquées. « Si on ne peut pas faire évoluer la loi de 1905 de

peur d'ouvrir une boîte de Pandore, ne peut-on pas la faire évoluer de manière réglementaire ? », s'interroge-t-il. « Cela mérite en tout cas un débat de fond, même si au PS on considère parfois que durant les périodes électorales, certains sujets, comme la laïcité ou la sécurité, sont minés », assure-t-il au Monde. Il propose de s'appuyer sur la Fondation pour les œuvres de l'islam, une structure mise en place par Dominique de Villepin en 2007. Dotée d'un million d'euros de dons privés, cette Fondation a sombré dans l'inaction du fait des bisbilles entre les responsables musulmans.

Autre prétendant aux primaires socialistes, Arnaud Montebourg, dans son ouvrage programmatique, *Des idées et des rêves* (Flammarion, 2010), prône aussi le recours à

cette Fondation. Mais il défend des lieux de culte « financés en dehors de l'influence et de la mainmise de puissances publiques ou privées étrangères ». « L'Etat républicain respectueux de la loi de 1905 ne peut pas financer les cultes, mais peut rendre transparent le financement de la construction des lieux de culte », écrit-il.

L'hypothèse du recours à cette Fondation est en revanche balayée par M. Glavany. « Il se construit en permanence des mosquées dans le cadre existant de la loi de 1905. Lorsque, dans une commune, un projet bloque, c'est pour des raisons politiques, pas pour des raisons financières. » Reste donc au Parti socialiste à trouver une position commune sur ce sujet polémique. ■

Stéphanie Le Bars